



LA RÉSISTANCE DE KOBANI - UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SÉLECTIVE

Octobre 2014 - Syrie

La résistance héroïque du peuple de Kobani dans leur combat contre le massacre par les fascistes de Daesh (EIL) depuis mi-septembre, a inspiré un élan de solidarité internationale. Nombreuses articles et communiqués ont été rédigés, des protestations ont eu lieu dans des villes aux quatre coins du monde. Des Kurdes ont passé la frontière turque pour aller aider leurs compatriotes dans la bataille, malgré la répression brutale par les forces turques. D'autres encore, comme les compagnons turcs du DAF (Action Anarchiste Révolutionnaire), sont allés vers la frontière pour contribuer à la garder ouverte afin d'aider les réfugiés qui fuient vers la Turquie. Des appels à armer les forces kurdes ont été lancés, ainsi que des appels à la solidarité avec le DAF et à envoyer de l'aide pour les réfugiés. Mais cette solidarité avec les Kurdes de la Syrie n'a pas été étendue à des groupes non-kurdes dans le pays qui se battent, et meurent, depuis des années pour secouer le joug du fascisme et de la répression, pour la liberté et l'auto-détermination. On dit souvent incorrectement que le sectarisme est au cœur du conflit syrien. Il faut alors comprendre jusqu'à que mesure le sectarisme affecte aussi notre réponse.

Le mouvement contre Bashar Al Assad qui a surgi en 2011 a rassemblé des gens au-delà des différences religieuses et ethniques dans une lutte commune pour la liberté. Kobani n'était pas une exception. Les Kurdes, qui sont la majorité dans la ville, ont longtemps souffert sous la politique d'arabisation du régime baathiste, et ont été parmi les premiers à se soulever quand la révolution syrienne a commencé. Dans ce mouvement de révolte, à partir de mi-2012, Kurdes et Arabes à Kobani appellent ensemble à la chute du régime et chantent en faveur de l'Armée Syrienne Libre (ASL), hissant le drapeau kurde à un moment où cela était un dangereux acte de défiance. Mais dès ses premiers jours, le mouvement syrien de révolte à Kobani et ailleurs a échoué à gagner un soutien international. Si le contraire s'était passé, le pays n'aurait pas été détruit à un tel degré permettant l'EIL de prendre le contrôle de vastes zones.

Ces dernières trois années, les rapports entre Arabes et Kurdes syriens ont été fragiles et fluctuants. Ils ont été l'objet autant de la manipulation par le régime d'Assad des divisions ethniques que de machinations politiques par les politiciens de l'opposition, des deux groupes, qui

ont placé leurs propres intérêts et agendas au-dessus de la vision de liberté qu'anime le peuple. Mais malgré cela, des activistes là-bas ont continué à souligner l'importance de l'unité populaire kurde-arabe et de la résistance contre les divisions ethniques et sectaires. Peu de communiqués de solidarité internationale ont fait écho à ces appels.

L'absence d'arabes sunnites dans les discours à propos de la lutte contre Daesh est remarquable. Très peu d'articles ont mentionné que des combattants de bataillons de l'Armée Syrienne Libre sont aussi en train de risquer leur vie pour rejoindre leurs compatriotes kurdes dans la défense de Kobani contre les extrémistes religieux, ou que ces dernières semaines, il y a eu une coordination majeure entre formations militaires kurdes et arabes. Le 10 septembre 2014, des brigades locales de l'ASL se sont jointes aux Unités de Protection du Peuple kurdes (YPG) pour mettre sur pied une opération commune, baptisée Burkan Al Firat (le Volcan de l'Euphrate) contre Daesh. Dans les bataillons impliqués, il y avait par exemple Liwa Thuwar Al Raqqa (Brigade Révolutionnaire de Raqqa), Shams Al Shamal, Al-Tawhid (l'est), Saraya Jarablus et d'autres groupements plus petits. Cette alliance stratégique n'a pas seulement renforcée l'unité kurde-arabe à un moment crucial, mais a aussi apporté des expériences précieuses à la résistance de Kobani vu que l'ASL est en train de se battre contre Daesh depuis le début de l'année. Dans le communiqué du 19 octobre, le PYD affirme que « *La résistance déployée par nos unités YPG et par les fractions de l'Armée Syrienne Libre est une garantie pour la défaite du terrorisme de l'EIL dans la région. Contre le terrorisme et la construction d'un Syrie libre et démocratique sont les bases de nos accords avec l'Armée Syrienne Libre. Comme nous le voyons, le succès de la révolution dépend du développement de ces rapports entre toutes les fractions et les forces du bien dans ce pays.* » [sic]

Comme leurs compatriotes kurdes, les bataillons de l'Armée Syrienne Libre se battent contre Daesh à Kobani avec un armement largement inférieur. Tandis que les Daesh possèdent un armement lourd de fabrication américaine capturé en Iraq, les combattants syriens (kurdes et arabes) disposent uniquement d'armes légers et de munitions limitées. Tant les YPG que l'ASL ont appelé la communauté internationale à leur fournir des armes lourdes. Soutenir l'appel à l'armement de la résistance est primordiale pour permettre au peuple de la région de se défendre contre l'annihilation. Cela réduirait aussi le besoin ressenti d'une intervention militaire directe par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire.* Dans le soutien à de tels appels, il faudrait faire la distinction entre 1) le soutien à une large coalition de forces locales contre le fascisme et à une lutte populaire qui cherche à détruire tant que possible l'ancien régime, tout comme le soutien du droit à l'auto-défense de tout peuple contre le massacre (y compris leur droit à accepter les armes, d'où elle proviennent, si la nécessité le demande) et 2) le soutien à des projets

politiques ou des groupements qui revendiquent le pouvoir dans une phase postrévolutionnaire et qui nécessairement annuleront les conquêtes de la révolution. Ces projets et ces groupements doivent être résistés.

Une grande partie de la solidarité internationale avec la lutte kurde trouve son origine dans le soutien à l'inspirante révolution sociale de Rojava. Les zones à majorité kurde, Afrin, Jazira et Kobani, ont réussi à fonder la Région Autonome suite à la retraite des troupes d'Assad en juillet 2012. Un Contrat Social a été élaboré pour souligner le désir de « construire une société libre d'autoritarisme, militarisme, centralisme et d'intervention d'autorités religieuses dans les affaires publiques ». Il affirme le principe d'autogestion local de tous les cantons de la région, où des conseils et de institutions publiques seraient établis par des élections directes, unis dans une confédération décentralisée. Le pacte promeut l'unité et la coexistence de différents groupes ethniques et religieux dans la région, le respect des droits de l'homme et la fin de la discrimination basée sur le genre. Il affirme finalement le droit du peuple à l'auto-détermination. Dans une réorganisation radicale de la société, tendant vers un confédéralisme démocratique, le peuple de Rojava a formé des conseils et des communes à travers le Kurdistan occidental afin d'auto-gérer leurs communautés dans les domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce et dans la gestion des problèmes à laquelle la communauté se voit confrontée. Ceci donne un puissant exemple de formes alternatives d'organisation sociale opposées au contrôle centralisé et autoritaire. Tandis que de tels développements de démocratie radicale sont un flambeau de lumière dans ce qui est en train de devenir rapidement une région d'obscurité, des antiautoritaires ne devraient pas romancer le Parti d'Union Démocratique kurde (PYD). En parlant de la fondation de la Région Autonome, l'anarchiste syrien-kurde Shiar Neyo dit :

« *Du point de vue du PYD, c'était une occasion en or pour imposer son autorité et étendre son sphère d'influence dans les zones kurdes en Syrie. Ce pragmatisme politique et le soif pour le pouvoir sont deux facteurs importants pour pouvoir comprendre les rapports du parti avec le régime, la révolution, l'ASL voir les kurdes mêmes. Ils aident aussi à expliquer les nombreuses phénomènes qui semblent troubler certains commentateurs et analystes, comme la suppression par des forces PYD d'activistes indépendants et de ceux qui sont critiques envers la politique du parti, dans un mode qui ressemble à celui du régime baathiste. Pour donner un exemple, on peut citer le massacre d'Amuda en juillet 2013, quand les Unités de Protection du Peuple (YPG) ont ouvert le feu sur des manifestants désarmés, ou encore la fermeture de la nouvelle station de radio indépendante Arta en février 2014, sous prétexte qu'elle n'avait pas de « licence ». Les forces du PYD ont aussi attaqué des membres d'autres partis politiques kurdes et en ont arrêtés un certain nombre avec des excuses variées ; ils ont mis la main sur les ressources de nourritures et financières dans les zones kurdes et les distribuent d'une façon injuste, basé sur le*

favoritisme politique, et ainsi de suite. De telles pratiques rappellent les gens, avec raison, aux pratiques opprimeuses du régime d'Assad. »

Il existe donc une tension évidente entre l'autoritarisme de la vieille garde du PYD qui maintient sa vision hiérarchique du haut vers le bas, et les milliers de Kurdes qui croient, et sont en train de tenter de le réaliser, en la démocratie radicale d'en bas et qui devraient être soutenus dans ce but. Mais la région kurde de la Syrie n'est pas le seul endroit où une révolution sociale est en train de mettre en place des façons radicalement nouvelles de s'organiser, même s'il est vrai qu'elle a pu bénéficier de plus d'espace et de stabilité comparée à d'autres régions du pays. Des expérimentations d'auto-organisation locale et autonome sont une caractéristique fondamentale de la révolution syrienne, et des centaines de comités et de conseils locaux ont été formés pour gérer les services de base et de coordonner les activités révolutionnaires. Mais il paraît que ces gens-là ne mériteraient pas de solidarité internationale parce qu'ils n'ont pas de leader qui s'est converti au municipalisme libertaire. C'est qu'ils n'ont pas de leader du tout et que ces formes d'organisation horizontale sont émergées spontanément d'en bas comme une réponse à la destruction de l'Etat.

En plus, pendant que l'attention du monde focalise sur Kobani, des luttes ailleurs ne sont pas attirées les projecteurs des médias. En août, les gens de Deir Al Zour, la majorité appartenant à la tribu d'Al-Sheitat, ont mené une résistance courageuse contre les Daesh. Les jours suivants, en affrontant seuls les fascistes, cette résistance a été presque anéantie et 700 personnes ont été exécutées par les Daesh. Ce massacre répressif n'a pas causé de scandale mondial. Mais ce n'est pas pour autant que les gens de Deir Al Zour ont abandonné leur combat contre ISIS. Les dernières semaines, le Linceul Blanc (Kufn Al Abyaad) a tué environ 100 combattants de Daesh lors d'attaques de guérilla. Cette groupe de résistance populaire clandestine consiste d'environ 300 gens locaux, la majorité d'entre eux n'a jamais auparavant combattu, mais ils ont pris les armes qu'ils trouvaient pour défendre leurs familles et leurs communautés contre le massacre fasciste.

Pendant que le monde focalise sur l'avancée de Daesh au nord de la Syrie, des communautés ailleurs continuent la lutte contre le maniaque génocidaire Bashar Al Assad et ses milices sectaires qui ont intensifié leurs attaques contre les zones libérées depuis que les frappes aériennes des Etats-Unis ont permis au régime de libérer des ressources et des hommes ailleurs. Il y a eu peu de solidarité avec le peuple du district Al Waer à Homs, le dernier bastion rebelle dans une ville qui a été l'âme de la révolution. Al Waer était peuplé de 400 000 personnes, dont la moitié des gens d'ailleurs du pays qui ont fui les conflits. Depuis des mois, cette zone a été assiégée par le régime et ces dernières semaines, le régime a intensifié les bombardements, provoquant une crise humanitaire massif. Les appels à la solidarité avec Al Waer lancés par des activistes syriens sont tombés dans l'oreille de sourds.

Reste à voir si la solidarité internationale avec Kobani est basée sur l'ethnicité kurde de ses défenseurs (c'est-à-dire, ce ne sont pas des Arabes sunnites), sur le soutien à la position politique d'un parti (le PYD/PKK) ou sur le principe que tout peuple a le droit de se défendre contre la terreur, qu'elle provienne d'un fascisme religieux ou nationaliste, et que tout peuple a le droit de déterminer soi-même comment organiser sa vie et ses communautés. Si la solidarité internationale est basée sur cette dernière, alors celle montrée avec les Kurdes doit s'étendre à tous les Syriens révolutionnaires.

Leila Al-Shami

* Note: On ne voit pas comment « appelé la communauté internationale à leur [la résistance] fournir des armes lourdes » ne serait pas « une intervention militaire [indirecte] par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire ».